

*Depuis le coup d'état manqué du 15 juillet 2016, un régime de dictature s'instaure en Turquie. Il renforce la situation de guerre menée depuis des années au Kurdistan. Ce bulletin a pour objectif de faire le point sur la situation et de mettre en valeur les initiatives prises par les syndicats de Solidaires afin d'en développer d'autres. La solidarité internationale est plus que jamais nécessaire.*

## **La marche de KESK vers Ankara pour la réintégration de ses membres exclu.e.s de la fonction publique**

Le 21 décembre 2016, une grande marche exigeant la réintégration des membres de KESK exclu.e.s de la fonction publique par les décrets de l'état d'urgence est partie d'Istanbul. Elle était organisée par KESK, confédération de syndicats de la fonction publique en Turquie.

**La marche est arrivée à Ankara le 24 décembre 2016, après avoir affronté le froid, la pluie et de nombreuses attaques de la police à toutes les étapes de la marche.** Les marcheurs et marcheuses ont été confronté.e.s aux interventions de la police, aux gaz lacrymogènes, aux balles en caoutchouc, aux intimidations.

**Le co-président du KESK Lami Özgen y a déclaré que leur lutte légitime allait se poursuivre,** qu'avec les décrets pris dans le cadre de l'état d'urgence, sous prétexte de lutter contre le coup d'État, le gouvernement essayait en réalité d'écarter tou.te.s les opposant.e.s et les opprimé.e.s du pays.

« Ils n'arriveront pas à empêcher notre lutte légitime. » a-t-il



Photo : Evrensel

déclaré. « Avec les décrets ce sont des dizaines de milliers de fonctionnaires qui ont été suspendu.e.s, **nous avons réussi à obtenir le retour à leur fonction de la majorité de nos membres. Cela a été conquis par la lutte.** Parmi les 86 000 fonctionnaires licencié.e.s de la fonction publique, il y a aussi 2 077 membres de KESK. Mais nous n'allons pas lutter seulement pour nos membres, nous allons **lutter aussi pour la réintégration de tou.te.s les fonctionnaires licencié.e.s de manière illégale et injuste.** De la même manière que nous avons permis par notre lutte le retour de nos membres suspendu.e.s, nous allons aussi gagner la réintégration de tout.e.s les licencié.e.s. »

### **AU SOMMAIRE :**

Marche de KesK  
Suspensions dans la fonction publique  
Chronologie  
Journalisme au Kurdistan du Sud  
Presque une blague  
Coin solidaires

### **Edito**

La répression d'une ampleur sans précédent se poursuit en Turquie contre les Kurdes, avec de nouvelles vagues d'arrestations et limogeages de masse, de fermeture d'associations, de mise sous tutelle des mairies kurdes. La situation des droits de l'homme s'est dégradée nettement, la torture est redevenue systématique dans les gardes à vue et en prison, la crise économique s'approfondit, l'État se servant de l'état d'urgence pour museler toute revendication ou contestation.

Au Rojava (cantons contrôlés par les kurdes au nord de la Syrie) un pas important a été franchi avec le vote par le mouvement kurde et ses alliés d'un projet de constitution pour l'établissement d'un système fédéral en Syrie du nord – appellation qui remplace le terme Rojava dans un souci d'unité, mais dans lequel le Rojava continue à exister comme l'une des entités composant cette fédération. Pour les peuples du nord de la Syrie réunis autour de ce système fédéral, l'année 2017 sera décisive politiquement : ni le régime syrien, ni la Turquie ne veulent voir un mouvement kurde fort s'installer durablement.

## Chronologie

**19 décembre 2016**

897 enseignant.e.s membres d'Eğitim-Sen ont été réintégré.e.s. Au total 10 400 enseignant.e.s membres du syndicat ont été réintégré.e.s. C'est donc la quasi totalité des enseignant.e.s membres d'Eğitim-Sen qui ont été réintégré.e.s après 3 mois de lutte. Le syndicat a déclaré : "Notre lutte continuera jusqu'à la réintégration à leur fonction de nos 821 membres exclu.e.s de la fonction publique et de nos 14 membres incarcéré.e.s."

Erdal Çam, secrétaire en charge de la syndicalisation à la section Eğitim-Sen de Kızıltepe, qui était incarcéré depuis 4 mois, a été relaxé et libéré le 20 décembre 2016.

**20 décembre 2016**

Belgique : Un journaliste kurde arrêté sur demande de la Turquie  
Maxime Azadi, journaliste franco-kurde qui est entre autres directeur de publication pour l'agence de presse kurde ANF (Firat News) depuis une quinzaine d'années a été arrêté en Belgique par Interpol à la demande de la Turquie. Il a été libéré sous caution 10 jours plus tard, après avoir été menacé d'extradition vers la Turquie. Le black out sur l'information étant presque total au Kurdistan, le gouvernement turc fait désormais la chasse aux médias kurdes basés en Europe. C'est ainsi qu'il a obtenu de l'organisme français Eutelsat qu'il mette fin au mois d'octobre 2016 à la diffusion de deux chaînes de télévision kurdes Med Nûçe et Newroz et qu'il engage des poursuites contre des journalistes kurdes basés en Europe.

**Chasse aux Kurdes en Turquie :** Le ministre de l'intérieur turc a annoncé que 924 personnes (des Kurdes et des po-Kurdes) ont été arrêtées en une semaine dans 45 provinces de Turquie.

## Les suspensions et exclusion de la fonction publique de syndicalistes de KESK se poursuivent



*Des membres de KESK pendant la marche vers Ankara. Photo : KESK*

Le 27 décembre, 41 syndicalistes du syndicat Tarım Orkam-Sen (Syndicat des travailleurs publics du secteur des services, de l'agriculture et des forêts), relié à KESK, ont été suspendu.e.s. **Au total depuis le 15 juillet, ce sont 7 membres de ce syndicat qui ont été licencié.e.s de leur poste et 56 suspendu.e.s**

Le 29 décembre, dans une déclaration de presse le syndicat BES (Syndicat des employé.e.s de bureau) a fait savoir que **12 de ses membres travaillant au Ministère de l'Intérieur avaient été suspendu.e.s dans plusieurs villes.** Parmi les personnes suspendu.e.s se trouvent des membres dirigeant.e.s des diverses sections du BES. Par ailleurs, le secrétaire de la section BES n° 2 d'Ankara se trouve toujours

en prison depuis son incarcération le 22 décembre après 10 jours de garde à vue. Il a de graves problèmes de santé que sa détention risque d'aggraver. Le syndicat demande sa remise en liberté immédiate ainsi que celle de tous et toutes les membres de KESK incarcéré.e.s.

Le 6 janvier 2017, ce sont **200 membres du syndicat BES** (syndicat des employé.e.s de bureau) relié à KESK **qui ont été exclus de la fonction publique par décret.**





### 26 décembre 2016

Une enquête a été ouverte contre 433 cinéastes qui avaient signé en janvier 2016 une pétition pour la paix, en soutien à la pétition des académicien.ne.s.

Opération de police contre le DTK (Congrès pour une société démocratique), plusieurs dirigeant.e.s et ancien.ne.s dirigeant.e.s du DTK arrêté.e.s et incarcéré.e.s.

### 28 décembre 2016

21 ouvriers de Renault Bursa licenciés il y a plusieurs mois pour fait de syndicalisation ont gagné leur réintégration et des indemnités.

### 29 décembre 2016

La première audience du procès du journal kurde Özgür Gündem s'est tenue. Y comparaissaient 9 personnes dont 4 détenu.e.s. L'écrivaine Aslı Erdoğan, la linguiste Necmiye Alpay et le journaliste Zana Kaya ont été libéré.e.s en attendant leur procès. Le tribunal a prolongé le maintien en détention de İnan Kızılkaya, le directeur de la rédaction du journal.

Le même jour, Ahmet Şık, journaliste indépendant critique du régime a été arrêté et emprisonné. Il avait notamment enquêté sur les liens entre l'AKP et la confrérie Gülen.

6 journalistes Kurdes et d'opposition sont également en garde à vue depuis le 25 décembre et leur garde à vue a été prolongée jusqu'au 24 janvier 2017. Avec plus de 146 journalistes incarcéré.e.s, la Turquie est la première prison de journalistes au monde.

### 30 décembre 2016

Le Ministère de l'Intérieur a annoncé la fermeture de 94 associations supplémentaires. Dont l'Institut Kurde d'Istanbul... (suite et fin page 4)

## Blague véridique de nouvelle année



*Le bonhomme de neige avant l'attaque de la police et après. Photo : HDP*

La police a attaqué et détruit un bonhomme de neige, fait par les militant.e.s du HDP dans la cour du siège du HDP à Ankara. Les policiers ont d'abord détruit le bras du bonhomme de neige qui faisait le V de la victoire puis la main qui a le poing levé. "Doit on remercier qu'ils ne l'aient pas emprisonné, on ne sait pas" déclare le HDP sur sa page. Quand la police d'Erdogan a même peur d'un bonhomme de neige... imaginez la suite...

### Journalisme au Kurdistan du Sud

Le syndicat des journalistes du Kurdistan du Sud (Irak) alarme sur l'augmentation des attaques contre la presse en 2016. 80 journalistes ont été victimes de pressions de la part des autorités du Kurdistan du Sud (KRG). Deux d'entre eux, journalistes appartenant à des médias dénonçant la corruption et la politique du KDP, parti dont est issu Massoud Barzani, président du KRG n'ayant pas encore organisé de nouvelles élections malgré que son mandat soit arrivé à son terme depuis août 2015, ont été assassinés dans des circonstances opaques, et un troisième a survécu à une attaque à la bombe. Les journalistes étrangers, quant à eux, se sont vu.e.s refuser l'autorisation de passer au Kurdistan syrien pour y couvrir l'actualité.

... (suite chronologie)

L'enseignement de la langue kurde est donc officiellement devenu interdit.

#### 4 janvier 2017

L'état d'urgence a été prolongé de 3 mois pour la troisième fois. Le bilan de 6 mois d'état d'urgence c'est : 40 000 personnes incarcérées dont 12 député.e.s du HDP, des dizaines de maires et co-maires des mairies Kurdes et des milliers de militant.e.s du HDP et du DBP ; 85 911 fonctionnaires exclus de la fonction publique, 177 médias fermés ; 1125 associations fermées ; la systématisation de la torture en garde à vue et en prison.

#### 6 janvier 2017

Trois nouveaux décrets ont été promulgués. 8400 fonctionnaires de plus ont été exclus de la fonction publique. Parmi eux 649 universitaires, (ce qui porte à 6 986 le nombre d'universitaires licencié.e.s depuis la tentative de coup d'État), dont 41 universitaires pour la paix.

Le décret a aussi fermé 83 associations et fondations parmi lesquelles se trouvent une académie de langue kurde, l'institut kurde d'Istanbul, l'association des arabes démocrates, l'association kurde pour la justice pour les victimes de Roboski. Un autre décret prévoit la communication de l'identité des utilisateurs

d'internet à la police, ainsi que l'armement des agents de sécurité privée.

L'un des décrets prévoit la déchéance de nationalité pour les personnes sous le coup d'un mandat d'arrêt ou d'un procès et qui ne retournent pas en Turquie dans un délai de 3 mois.

• • •

**Un groupe Turquie / Kurdistan a été fondé au sein de la commission internationale. Il s'est doté d'une liste mail [biji@solidaires.org](mailto:biji@solidaires.org) / Vous pouvez faire remonter vos adresses si vous êtes intéressé.e.s.**

## Coin Solidaires

Le 7 janvier 2017 s'est tenue à Paris la **manifestation pour demander vérité et justice pour les trois femmes révolutionnaires Kurdes assassinées à Paris le 9 janvier 2013**. Solidaires qui appelait à la manifestation a exprimé son soutien aux luttes du peuple kurde avec un cortège syndical fourni, pour dire que **tant que justice n'aura pas été faite, la France sera complice !**

